

Activités économiques dans le département de l'Indre

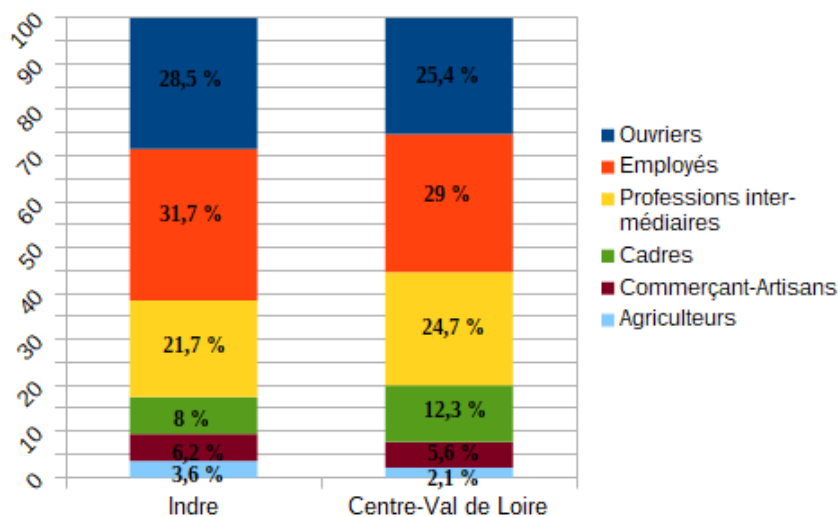
Les principales caractéristiques sur les activités économiques dans le département de l'Indre sont présentées dans cette analyse à partir des données de l'Insee, de l'Observatoire des territoires du CGET et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Indre.

Une population active marquée par le vieillissement et un niveau de formation plus faible qu'au niveau régional et national

La population de 15 à 64 ans dans l'Indre est de 129 794 (données de 2016). Dans cette population des 15-64 ans, 73,6 % sont actifs, contre 74,8 % en région Centre-Val de Loire.

Ces actifs sont pour la plupart des employés (31,7%) et des ouvriers (28,5%). Ces catégories représentent ainsi 60,2 % de la population active, ce qui est une plus forte proportion que pour la région, où ils représentent 52,8 % de la population active. Les agriculteurs (3,6%) sont de même plus représentés dans l'Indre par rapport à la région (2,1%) et à la France (1,3%). En revanche, les cadres (8%) et les professions intermédiaires (21%) sont des catégories sous-représentées dans le département comparativement à la moyenne régionale (respectivement 12,3% et 24,7 %).

Actifs par catégories socio-professionnelles - Insee 2016



63,9 % de la population du département a un emploi. Ce sont des actifs occupés (65,1 % en région). 17,8 % d'entre eux ont entre 55 et 64 ans. C'est un chiffre légèrement plus élevé qu'en région (15,8%) et que sur l'ensemble du territoire national (15%). La population active dans l'Indre connaît ainsi un certain vieillissement. C'est une donnée importante à prendre en compte pour la question de l'emploi. En effet, dans la population des 55-64 ans, le taux d'activité n'est que de 49 % et le taux d'emploi n'est que de 44,6 % (taux plus faibles qu'en région : 52,4 % de taux d'activité et 47 % de taux d'emploi ; les taux de l'Indre sont mêmes les plus faibles de tous les départements de la région). Ces données

posent donc des enjeux en termes de renouvellement des professionnels mais aussi d'amélioration des taux d'activité et d'emploi chez la population des 55-54 ans pour de pourvoir les emplois sur le territoire départemental.

La part des retraités dans la population est particulièrement élevée et elle est en augmentation constante. Elle est de 37 % en 2016 (34,5 % en 2006). Cela illustre là encore le vieillissement de la population indrienne, en lien avec les enjeux mentionnés précédemment.

Le taux de chômage (au sens du recensement) par rapport à la population active est quant à lui de 13,2 % en 2016, en augmentation de 1,8 points depuis 2011. Le taux de chômage chez les jeunes de 15-24 ans est bien plus élevé : 29 %. Les chiffres pour la région Centre-Val de Loire sont sensiblement les mêmes.

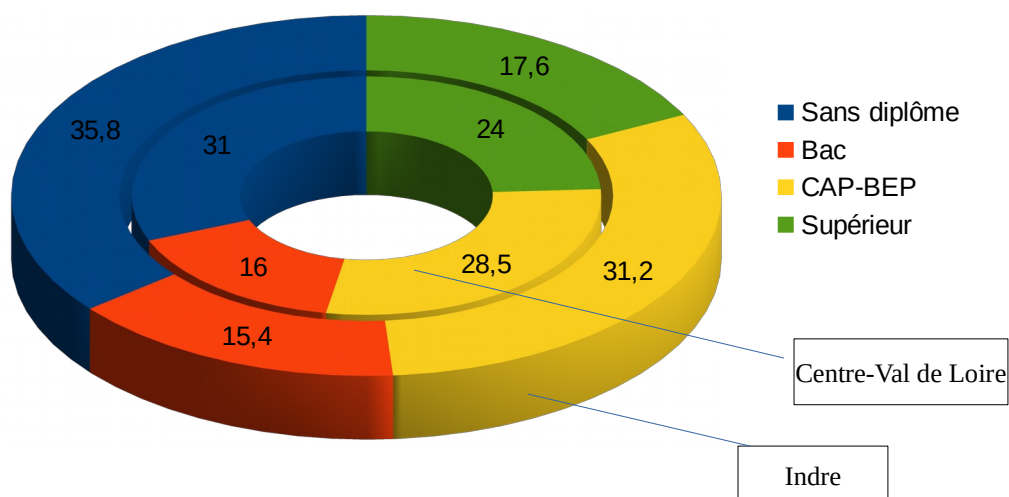
Les salariés en emplois précaires, quant à eux, représentent 14,8 % des salariés de 15-64 ans, contre 14,7 % dans la région et 15,3 % dans l'ensemble de la France. Le temps partiel est de 15,4 % contre 15,2 % en région.

Ces données démontrent que l'Indre n'est pas un territoire particulièrement en souffrance sur les questions d'exclusion du marché du travail et de difficultés d'accès à l'emploi, par rapport à l'ensemble de la région et du pays, même si des efforts restent évidemment à faire en matière de lutte contre le chômage, en particulier chez les jeunes.

Le niveau de formation est assez faible puisque seuls 17,6 % des plus de 15 ans non scolarisés sont diplômés du supérieur. Ce chiffre progresse toutefois légèrement au fil des années. En comparaison, ils sont 24 % en région et presque 30 % en France.

15,4 % ont le baccalauréat, et la part des diplômés d'un CAP ou BEP est plus importante qu'au niveau régional (31,2 % dans l'Indre contre 28,5 % dans la région). Enfin, les non diplômés sont particulièrement nombreux (35,8% en Indre, contre 31 % en région et 29 % en France). Cette part très importante de personnes sans diplôme ou qualification est problématique pour des entreprises qui éprouvent des difficultés à trouver localement des profils adaptés aux emplois qu'elles proposent.

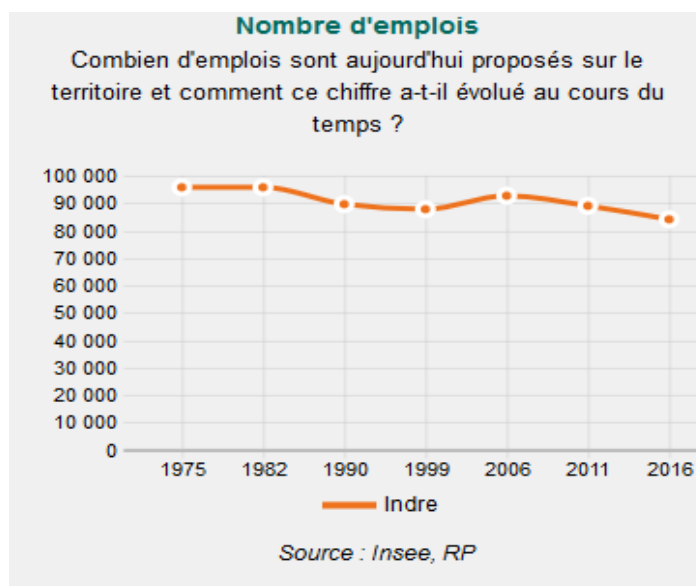
Niveau de formation (en pourcentage)
15 ans et plus - Insee 2016



Configuration du marché du travail : un nombre d'emplois en baisse mais qui n'entraîne pas de déficit d'emplois par rapport au nombre d'actifs résidents

Le territoire départemental compte 83 930 emplois en 2016. Leur nombre a diminué entre 2006 et 2016 puisqu'on comptait 92 358 emplois en 2006, soit une baisse de 9 %. Le phénomène a cependant ralenti entre 2011 et 2016, avec une baisse de 5,5 %.

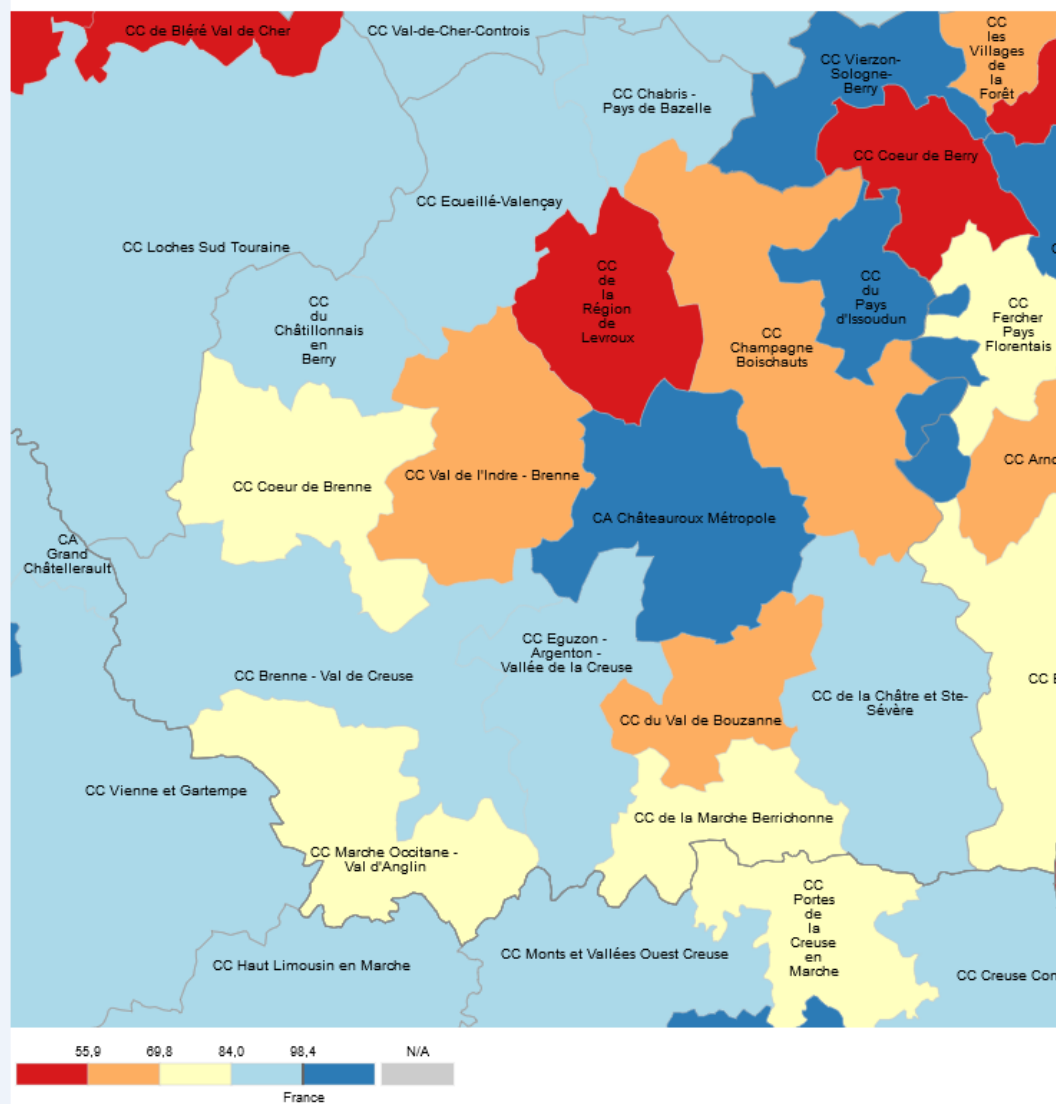
Sur la période 2011-2016, l'industrie a perdu 902 emplois (-6%), le secteur des commerces, transports et services divers en a perdu 2152 (-6,6%) et la construction en a perdu 929 (-14,5%).



L'indice de concentration d'emploi du département est de 99,6. L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone. Cet indice est resté stable ces dernières années (il était de 99 en 1999) et il est plus élevé qu'en région (94,8). Le département n'a donc pas un déficit d'emploi par rapport au nombre d'actifs qui y résident. La Communauté d'Agglomération de Châteauroux Métropole est le principal bassin d'emplois de l'Indre. L'indicateur de concentration d'emploi y est de 125,1. Il y a donc plus d'emplois que d'actifs sur le territoire, qui attirent en conséquence des actifs des bassins de vie limitrophes. Mais le nombre d'emplois y connaît une tendance progressive à la baisse (-1,30 % des emplois au lieu de travail entre 2011 et 2016). La zone d'emploi d'Issoudun occupe également une fonction de pôle d'emploi important avec un indice de concentration d'emploi de 111,8.

La part des actifs occupés qui travaillent dans une autre commune que leur commune de résidence est de 59,2 %. C'est un chiffre moins élevé qu'en région (67,9%).

Indice de concentration de l'emploi, 2016 (emplois pour 100 actifs occupés) - Source : Insee, RP 1975-2016



Un tissu économique qui se structure essentiellement autour de petites et moyennes entités, avec une industrie qui conserve une position relativement importante.

Les emplois locaux se répartissent dans les différents secteurs d'activité comme suit :

	Indre	Centre-Val de Loire
Agriculture	5,90 %	3,50 %
Industrie	17,00 %	15,60 %
Construction	6,50 %	6,90 %
Commerces, transports, services divers	36,50 %	41,40 %
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	34,00 %	32,50 %

Source : Insee 2016

L'Indre est ainsi le département de la région avec la plus forte proportion d'emplois dans le secteur agricole. Les communautés de communes de la Marche occitane-Val d'Anglin, du Coeur de Brenne et de la Marche-Berrichonne sont notamment des territoires dont la vie économique repose beaucoup sur ce secteur, puisqu'il y représente en moyenne 20 % des emplois locaux.

De même, l'industrie, même si elle décline globalement dans le département depuis plusieurs années, conserve toujours une part non négligeable dans le tissu économique local (comparativement à la région et à la France dans son ensemble). Elle est particulièrement présente dans les communautés de communes du Pays d'Issoudun, Chabris-Pays de Bazelle et Val de l'Indre-Brenne, où sa part dans l'emploi local est importante (42 % dans la CC Chabris-Pays de Bazelle, 28,6 % dans la CC Pays d'Issoudun).

La Chambre du commerce et de l'industrie de l'Indre souligne toutefois qu'une majorité de dirigeants de PME dans de nombreux secteurs industriels constatent des difficultés de recrutement ; ces difficultés sont un des principaux freins à la croissance.

Le tissu économique repose principalement sur un ensemble de petits et moyens établissements. En 2016, 82 % des établissements comptaient moins de 9 salariés, tandis que 3,3 % des structures étaient des établissements de 50 salariés et plus. Plusieurs grandes entreprises sont présentes sur le territoire, dans les secteurs de l'aéronautique, du luxe et de l'agroalimentaire en particulier.

Taille des établissements selon le nombre de salariés

Catégorie	établissements		%	
	Indre	Centre-Val de Loire	Indre	Centre-Val de Loire
1 à 9 salariés	5 651	58 317	82,2	80,6
10 à 49 salariés	997	11 314	14,5	15,6
50 à 99 salariés	138	1 601	2,0	2,2
100 à 199 salariés	55	709	0,8	1,0
200 à 499 salariés	25	340	0,4	0,5
500 salariés et plus	5	93	0,1	0,1
Total	6 871	72 374	100,0	100,0

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements (REE) - 2016

La filière aéronautique est bien implantée dans le département avec 52 entreprises et 3377 salariés, sans compter les 40 PME sous-traitantes qui exercent partiellement une activité dans ce domaine. L'équipementier Safran Seats à Issoudun, avec 1161 salariés, est le premier employeur privé de l'Indre. On peut aussi mentionner l'aéroport de Châteauroux-Centre qui est le 14ème aéroport de France en volume en 2018. Il s'agit du 1^{er} site européen d'entraînement des pilotes aux procédures de décollage et d'atterrissage et consacre aussi une partie de son activité au fret aérien.

Le BTP est également un secteur important, avec 690 entreprises, essentiellement des PME, employant 3900 salariés. Le Groupe Guignard (construction de bâtiments) est le 1^{er} acteur du BTP dans le département. Il emploie 135 personnes et a des établissements dans de nombreuses communes (Châteauroux, Saint-Maur, Argenton, Le Pêchereau...). La SETEC (travaux publics) est également l'une des principales entreprises du secteur (134 salariés).

Le secteur du textile, cuir, habillement, a été pendant plusieurs années un secteur en crise qui a connu de nombreuses fermetures d'usines dans l'Indre (comme les 100 mille chemises en 2004 ou Berry Tuft en 2006). Cependant, la situation s'est améliorée : dans le département, les entreprises du secteur ont créé plus de 500 emplois ces 3 dernières années et elles pourraient avoir 300 postes à pourvoir d'ici 2020. Plusieurs entreprises leaders se maintiennent toujours, comme les Ateliers Louis Vuitton, fabricant de produits de maroquinerie de luxe, qui emploie près de 500 salariés dans deux unités de

production à Condé et Issoudun, ou encore Bodin Joyeux, spécialisé dans la mégisserie très haut de gamme destinée à l'industrie mondiale du luxe et qui emploie 85 salariés à Levroux.

Enfin, dans le secteur des services aux entreprises, il peut être souligné la présence à Châteauroux d'ARMATIS-LC. Ce centre d'appel spécialisé dans la relation client emploie plus de 600 salariés et est à ce titre le deuxième plus gros employeur privé dans l'Indre.

Si la région Centre-Val de Loire est la 4ème région française où la part des effectifs salariés travaillant dans des entreprises étrangères est la plus forte (13,2%), l'Indre est le département au sein de cette région où cette part est la plus faible : 8,8 %.

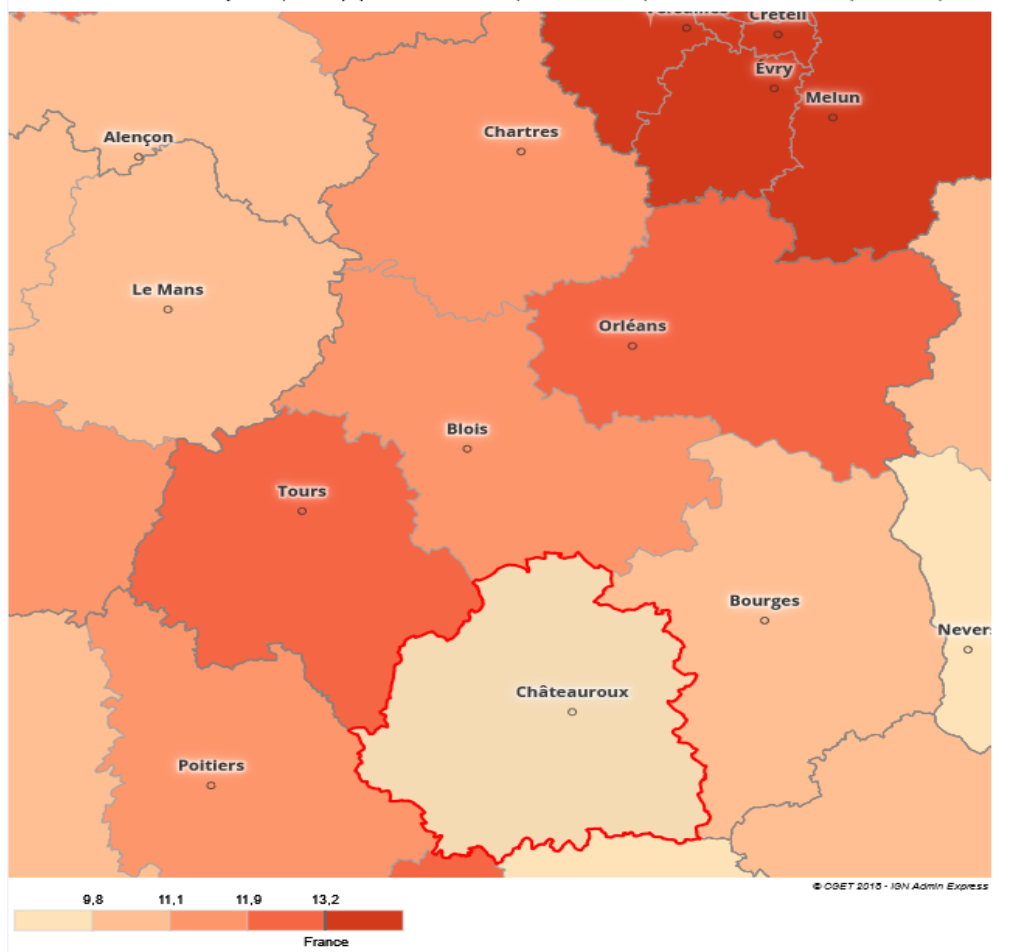
On compte en 2017 197 entreprises exportatrices implantées dans le département, avec des exportations dont le montant atteint 1,089 milliards d'euros (0,2 % des exportations nationales).

Une difficulté à mettre en place une véritable dynamique de développement économique sur le territoire

La dynamique de créations d'entreprises s'est affaiblie depuis 2010 (1355 entreprises créées cette année-là). Le nombre de créations d'entreprises a constamment diminué d'année en année (excepté en 2014), mais on observe une légère amélioration pour 2018, avec 1076 créations d'entreprises, contre 1002 créations en 2017.

Pour 2017, cela correspond à un taux de création d'entreprises de 9,4 % (le taux de création d'entreprises correspond au nombre d'entreprises créées au cours d'une année sur le total des entreprises existantes). C'est un taux plus faible que dans les autres départements de la région. Cette dernière affiche un taux global de 11,6 %.

Taux de création d'entreprises, 2017 (%) - Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene), 2011-2017



Les secteurs d'activité les plus dynamiques en 2017 sont les services marchands auprès des entreprises (taux de créations d'entreprises de 11,7%) et les services marchands auprès des ménages (taux de 10%).

Globalement, le département peine à construire une véritable dynamique de développement. Ses deux problématiques majeures résident d'une part, dans le vieillissement marqué de sa population qui laisse craindre une paupérisation accrue de ses habitants, et d'autre part dans une économie qui reste traditionnelle (agricole, industrielle avec quelques fleurons dans l'aéronautique et le luxe) et qui peine à répercuter une dynamique dans les autres secteurs. Culturellement, l'Indre a des difficultés pour valoriser ses potentiels et est handicapé par un manque de reconnaissance et d'attractivité.

Un des principaux enjeux à relever pour l'Indre est la lutte contre la perte du potentiel de production : le manque d'attractivité lié à une faiblesse de l'offre d'emplois de hauts niveaux, le départ des jeunes pour leurs études supérieures, la fragilisation des systèmes économiques existants (faible valeur de la production agricole en place, dépendance industrielle à quelques grands groupes), la faible capacité en ingénierie, la problématique de renouvellement des professionnels avec la difficulté pour les entreprises à trouver des candidats qui correspondent aux qualifications nécessaires.

Des initiatives ambitieuses actuellement mises en œuvre pour enclencher des dynamiques d'attractivité et d'implantations d'entreprises

Des initiatives se mettent en place, illustrant la volonté des différents acteurs locaux d'améliorer l'attractivité économique du territoire.

Il y a notamment l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) d'Ozans sur le territoire des communes d'Etrechet et Diors. Projet de la Communauté d'Agglomération Castelroussine, cette zone de 508 hectares vise à devenir un parc d'activités économiques pour les filières de l'énergie, de la logistique, de l'industrie à forte valeur ajoutée et les activités tertiaires. Ozans accueille déjà Eurocity, un projet d'investissement chinois pour développer une plateforme de coopération sino-européenne, dans les domaines de l'industrie, de la logistique, de l'enseignement et de la recherche. Si ce projet progresse petit à petit, il reste à déterminer combien d'entreprises viendront s'y installer et combien d'emplois locaux seront créés.

La ZAC a également été choisie pour accueillir « Green Challenge 36 », un projet de complexe comprenant un data center, des parcs photovoltaïques, une usine de déshydratation de luzerne, des serres horticoles (80 hectares), d'un centre logistique et de distribution. L'ensemble de ce complexe devrait être opérationnel en 2023.

Enfin, on peut aussi mentionner la future Cité du numérique, un projet porté par Châteauroux Métropole, le Crédit Agricole Centre-Ouest et la Chambre de Commerce et d'Industrie. Implanté dans le quartier Balsan à Châteauroux, ce nouvel équipement a vocation à devenir une vitrine de l'innovation sur le territoire, ainsi qu'un lieu de développement de projets en lien avec le numérique. Ce site, dont l'ouverture est prévue en 2020, doit ainsi permettre de favoriser les créations et implantations d'activités économiques innovantes et génératrices d'emplois.